



EDITORIAL

Le Projet de Loi de Finances pour l'année 2012 mérite très largement son triple A et devrait satisfaire pour quelques mois au moins, tous les grands « argentiers » du monde ainsi que les célèbres agences de notation sans qui, apparemment, plus rien n'est possible aujourd'hui.

A comme AUSTERITE : le deuxième plan de rigueur annoncé par le gouvernement va pénaliser en premier lieu les classes moyennes et les couches les plus défavorisées de la population. Voici, parmi d'autres, quelques exemples de mesures qui seront mises en place dès 2012 :

- hausse de la TVA.
- journée de carence créée pour les fonctionnaires.
- diminution des prestations sociales.
- hausse des cotisations retraite et passage à 62 ans de l'âge de la retraite dès 2017 au lieu de 2018.

A comme ABANDON :

- abandon des missions de service public suite à la mise en œuvre de la Révision

Générale des Politiques Publiques et de sa mesure emblématique, le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

- abandon de toute politique sociale digne de ce nom, augmentation du nombre de médicaments non ou mal remboursés, doublement de la taxation des contrats de complémentaires santé, véritable « chasse » lancée contre les fraudeurs sociaux (voir discours de Sarkozy à Toulouse mi-novembre) qui aboutit à une stigmatisation de l'ensemble des salariés.

A comme ARNAQUE : le Projet de Loi de Finances pour l'année 2012 a été établi selon des prévisions de croissance largement surévaluées auxquelles même les économistes les plus optimistes ne pouvaient croire (le gouvernement table sur 1% alors que l'OCDE l'estime à 0,3%), à tel point que la ministre du budget elle-même avait annoncé sa révision avant même son adoption par le Parlement. Encore une nouvelle preuve du mépris total de notre gouvernement envers la démocratie, comme nous avons pu nous en apercevoir dans notre département lors du G20 réuni à Cannes.

Bulletin d'adhésion :

Nom :

Prénom :

Grade :

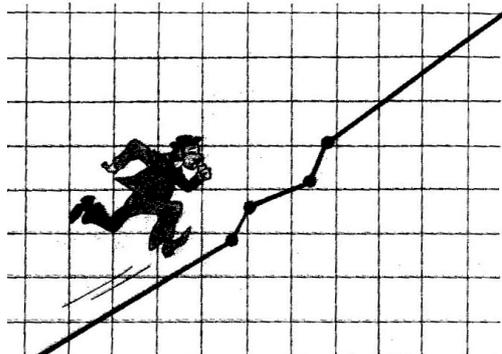
Echelon :

Service :

Tél :

Le plan d'austérité d'octobre 2011 n'est que le prolongement cohérent de la politique de Nicolas Sarkozy. Nous assistons à un démembrement de l'action publique sur tous les enjeux liés à l'intérêt général et à un recentrage exacerbé sur tout ce qui touche aux intérêts partisans du capital et des marchés.

- Une politique de l'emploi consternante : 180.000 emplois supprimés dans la fonction publique depuis 2003 ; cela se traduit par la remise en cause de nombreuses missions de service public, par moins de rentrées fiscales, moins de cotisations sociales, et un impact négatif sur la croissance. En supprimant un emploi public, on détruit son équivalent dans le privé. Quelques chiffres pour illustrer cette tendance : en 2000, l'ensemble des dépenses de personnel de l'Etat représentait 7,11% du PIB contre 6,10% aujourd'hui ; sur 100 euros de versés, 19,55 euros l'étaient au titre de primes et indemnités contre 24,80 euros aujourd'hui. On constate une baisse significative des dépenses de personnel et une augmentation de la part des primes dans la rémunération d'activité.



- Augmentation de l'impôt sur les revenus : les tranches d'imposition ne seront pas revalorisées (non absorption de l'inflation). Il suffira que les ménages constatent une augmentation de 1% de leurs revenus pour passer à la tranche supérieure, et que ceux qui n'étaient pas

éligibles à l'impôt le deviennent. Mesure la plus discrète du plan d'austérité, elle provoquera une hausse de 5% de l'impôt sur les foyers fiscaux.

- Augmentation de la TVA de 5,5% à 7% : cette mesure va pénaliser les foyers les plus modestes puisque cet impôt représente 16,5% de leur consommation (contre 8% pour les ménages les plus aisés et pratiquement rien pour les plus fortunés).

- Les retraites : recul de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans avancé à 2017. Les seniors sont très touchés par cette cure d'austérité. De réformes en réformes, leurs pensions se réduisent à « peau de chagrin » et leur pouvoir d'achat ne cesse de régresser. Déjà en recul au moment de stopper leur vie active, leurs ressources (au mieux, 75% des derniers salaires) ne suivent même plus l'évolution très faible des salaires, l'indexation des retraites sur ceux-ci ayant été abandonnée. Le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale qui prévoit la taxation des mutuelles et l'augmentation du coût de la dépendance participent à cette logique de régression sociale qui touche particulièrement les retraités, catégorie de population où les dépenses liées à la santé sont les plus élevées.

Concrètement, le total des deux plans d'austérité se traduit par un coût de 7,7 milliards d'euros à la charge du salarié alors qu'il est de seulement 1,9 milliards d'euros pour les hauts revenus et les entreprises. Vive l'équité !!!

Et ce n'est pas fini, puisque les agences de notation font pression sur le gouvernement pour qu'il mette en place encore plus de rigueur sous peine de voir le fameux triple AAA s'envoler...

Face à cette situation économique qui ne cesse de se dégrader, aux plans d'austérité qui se succèdent en Europe et en France, la CGT se mobilise et fait valoir ses propositions. Elle se doit de créer les conditions d'une forte mobilisation pour gagner sur l'emploi et les salaires, la protection sociale et pour la reconquête d'un service public de qualité. En tant que première Organisation Syndicale nationale, elle doit traduire avec tous les salariés du public et du privé, les exigences suivantes :

- Les salaires et l'emploi : -augmentation du SMIC pour le porter à 1700€ brut/mois ; dans le public, stopper le gel du point d'indice et rouvrir les négociations salariales. Plus de 8 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté avec moins de 954€/mois ; pour la première fois depuis 1945, la masse des salaires versés en 2009 a été inférieure à celle de 2008.

- supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires ; pour le second trimestre 2011, on dénombre 186 millions d'heures supplémentaires. Ce chiffre représente 400.000 emplois/an et 3 milliards d'euros de recettes en moins pour la Sécurité Sociale.

- stopper les suppressions d'emplois : arrêter la politique de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux et créer de nouveaux postes dans les services publics, outils de cohésion sociale ; interdire les licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices. Mettre en place des mécanismes contraignant les entreprises à proposer des alternatives aux licenciements et interdire ceux-ci dans celles qui sont bénéficiaires. Plus généralement, développer les politiques publiques et les moyens des services publics (santé, éducation,...) et orienter les investissements favorisant le développement industriel, la recherche et l'environnement.

- Réformer la fiscalité et soumettre le versement d'aides publiques à contrôle : la CGT propose la création de nouvelles tranches d'imposition pour les hauts revenus, l'augmentation de l'Impôt Sur la Fortune et la suppression des niches fiscales inutiles quant à leur impact économique et social ; corrélativement, elle préconise l'allègement des impôts indirects (TVA) et la révision de la fiscalité locale qui pèsent proportionnellement plus sur les revenus modestes. Elle revendique la création d'une taxe sur les mouvements spéculatifs de capitaux ainsi que l'éradication des paradis fiscaux. Elle exige que le versement d'aides publiques soit conditionné au respect de critères liés à la création d'emplois, aux politiques salariales ainsi qu'à une participation des employés sur l'usage de ces fonds publics.

~ ~ ~

Suite à la fusion des statuts, la direction a informé tous les agents qu'ils devaient désormais indiquer dans toutes les correspondances les nouvelles appellations : inspecteur, contrôleur et agent des finances publiques.

Dans une autre communication aux agents, la direction a fait savoir qu'étant dans une « *situation budgétaire plus que délicate* » (sic), seuls les nouveaux agents ou ceux qui ont changé de grade se verront attribuer un nouveau tampon. Les autres devront « cutteriser » (sans se blesser !) des impôts ou du Trésor sur leur cachet, puis indiquer ensuite à la main « des Finances Publiques ».

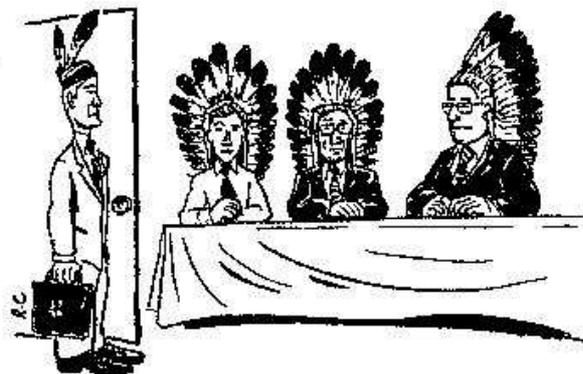
Dans le même temps, la direction n'hésite pas à organiser des séminaires, en louant à prix d'or des salles sur Nice. Pour le dernier en date concernant les agents de la filière publique, la direction a certes décidé de ne plus prendre en charge les frais de repas du midi et tergiverse sur les frais de déplacement. On aurait pu penser qu'avec ces économies, elle puisse offrir un nouveau tampon à tous les agents.

UN G20 POUR QUOI FAIRE ???

Le dernier G20 en date s'est tenu à Cannes les 3 et 4 novembre 2011. Excepté l'image de l'humiliation infligée au premier ministre grec par les deux leaders européens Merkel et Sarkozy, que retiendra-t-on de ce « sommet » ???

En premier lieu, en tant que contribuables, nous pouvons légitimement nous interroger sur le bien fondé d'une telle manifestation au coût démesuré et qui a provoqué de nombreuses perturbations dans le département : un aéroport complètement bloqué lors des arrivées successives des dirigeants des pays présents (sans parler du réseau autoroutier), le centre ville de Cannes transformé en bunker, le quartier de Nice Est encerclé par des milliers de représentants des forces de l'ordre pour encadrer les manifestants alter mondialistes,...

Soit un coût estimé à environ 23 millions d'euros pour la tenue de cette réunion, avec en point d'orgue, une nuitée à 37000 euros pour notre Président (l'austérité n'a pas la même saveur pour tout le monde...) En second lieu, en tant que citoyens, nous pouvons également nous interroger sur l'efficacité de nos dirigeants politiques ;



cette petite « sauterie » n'a évidemment pas réussi à mettre un terme à la crise européenne, montrant bien à cette occasion, toute leur incompétence. La question des droits sociaux au niveau mondial était l'autre sujet au programme. Largement passée sous silence du fait de

la crise européenne, celle-ci est restée apparemment sans réponses. Aucune mesure annoncée, au mieux, quelques déclarations d'intentions qui ne seront probablement pas suivies d'effets, à l'image des G20 précédents qui, après la crise financière de 2008, voulaient « moraliser » le capitalisme financier. Avec pour seuls résultats, la mise en œuvre de politiques drastiques de rigueur et d'austérité provoquant le mécontentement et la colère des peuples du monde entier.

LA CHASSE EST OUVERTE...

Alors que la fraude fiscale représente environ 50 milliards d'euros, le Président de la République lance une campagne de chasse extrêmement virulente contre les fraudeurs sociaux en tentant d'opposer les salariés du public à ceux du privé. En effet, il préfère taxer et culpabiliser ceux-ci sur le coût de la fraude sociale qui est estimé à 4 milliards d'euros (alors qu'il représente plus de 16 milliards d'euros pour les entreprises) plutôt que de lutter efficacement contre le déficit de recettes fiscales.

Il est évidemment plus facile de supprimer des emplois au sein de la DGFIP qui est chargée de collecter l'impôt et de lutter contre la fraude fiscale...

Les malades vont ainsi subir une « double peine » ; création d'une journée de carence pour les fonctionnaires (projet d'une journée supplémentaire pour les salariés du privé mis en « stand-by » avant les élections présidentielles...) et la taxation des complémentaires santé qui sera bien évidemment répercutée sur le montant des contrats des assurés sociaux. Sachant qu'aujourd'hui, 29% des français (34% des étudiants) déclarent se priver de soins pour des raisons financières. Et pendant ce temps, le groupe Sanofi Aventis affiche 9 milliards d'euros de bénéfices et supprime plus de 5000 emplois...